



1^{er} Forum consultatif
sur le financement dans le secteur du café
27 septembre 2011
Londres, Royaume-Uni

**Rapport de synthèse sur le
premier Forum consultatif sur le
financement dans le secteur du café**

Contexte

1. A sa 106^e session en mars 2011, le Conseil a décidé que le sujet des réunions de l'OIC de septembre 2011 serait "Gérer le risque de volatilité des prix du café vert". Le Conseil a également décidé d'établir un Groupe de travail spécial pour faciliter la préparation d'un énoncé des problèmes ou des questions liés à ce thème (voir les paragraphes 23 à 28 des Décisions et Résolutions adoptées à la 106^e session du Conseil, document ICC-106-19).
2. Un rapport sur les travaux du Groupe de travail spécial contenant l'énoncé des problèmes a été diffusé sous la cote ED-2118/11. L'énoncé des problèmes était joint à la convocation du premier Forum consultatif sur le financement dans le secteur du café (FCFSC) (document ED-2121/11¹).
3. Le premier Forum consultatif s'est tenu le 27 septembre 2011, pendant la 107^e session du Conseil international du Café, présidé par M. Michael Wheeler (Papouasie-Nouvelle-Guinée). L'objectif de ce Forum était de discuter "quels sont les mécanismes, outils ou stratégies qui existent ou qui pourraient être élaborés ou améliorés, pour aider les petits et moyens producteurs à gérer le risque de volatilité des prix du café vert" et "quels sont les difficultés pour chacun des mécanismes et comment ces difficultés peuvent-elles être surmontées pour rendre les outils/stratégies plus accessibles et utiles pour les petits et moyens producteurs ?". Le texte de toutes les présentations faites lors du Forum est disponible sur le site web de l'OIC (<http://dev.ico.org/documents/wsitefrench/forum-10-f.htm>).

¹ Le mandat du Groupe restreint du Forum consultatif a été diffusé ultérieurement sous la cote ICC-107-18.

RAPPORT DE SYNTHÈSE SUR LE PREMIER FORUM CONSULTATIF SUR LE FINANCEMENT DANS LE SECTEUR DU CAFÉ

1. Le Directeur exécutif par intérim a accueilli les participants et a déclaré que ce premier Forum était une étape importante dans l'avancement du processus de consultation sur des sujets concernant le financement et la gestion des risques dans le secteur du café, en portant une attention particulière aux besoins des petits et moyens producteurs, comme le stipule l'article 31 de l'Accord. Le Forum est une innovation de l'Accord, qui renforcera les efforts de l'OIC en matière de promotion du développement durable en appliquant les principes de l'économie de marché pour promouvoir l'amélioration des conditions de tous les participants du secteur mondial du café.

2. Le Président a noté que des outils de gestion des risques axés sur le marché existent pour atténuer les effets de la volatilité mais sont largement inaccessibles aux petits caféiculteurs en raison d'obstacles comme le manque de connaissances, le manque d'échelle, les obstacles réglementaires et institutionnels, et les possibilités de financement. Ce Forum examinera plusieurs stratégies ou outils qui donneraient la possibilité aux petits et moyens producteurs de surmonter ces obstacles, et d'autres moyens de les aider à mieux gérer le risque de volatilité des prix du café vert. Il examinera également le rôle des écarts dans la volatilité des prix. Quatre experts renommés, de milieux divers et ayant des expériences différentes, ont été invités à faire des présentations sur des aspects importants de la gestion des risques pour réduire la volatilité des prix du café.

Présentations

Oscar Schaps, Directeur général, Global Soft Commodities, INTL Hencorp Futures LLC

3. La plupart des instruments financiers de gestion du risque de prix sur le marché du café sont accessibles aux grands acteurs de l'industrie. Pour les petits producteurs, les tentatives de soutien des prix par l'intermédiaire de coopératives, ventes directes et structures de prix minimum se sont révélées difficiles, principalement en raison d'un manque d'information. Une meilleure compréhension des mécanismes de fonctionnement du marché est un défi majeur pour ces producteurs. Le principal problème actuel du marché du café n'est pas la situation sans précédent d'offre serrée mais la volatilité des prix. Aujourd'hui, seuls deux outils existent pour transférer les risques : les contrats à terme sur les marchés terminaux et les produits structurés (associant généralement les contrats existants, comme les options et les contrats à terme). Bien qu'on ait porté une grande attention à l'évolution des écarts, le déterminant le plus important des prix pour les

producteurs est le niveau absolu des marchés terminaux. Alors que le niveau des écarts spécifiques mesure la disponibilité réelle du café, il n'existe pas d'outils de transfert du risque d'écart dans la mesure où la transparence complète du fonctionnement du marché des écarts constitue non seulement une barrière psychologique mais empêche en outre la création d'un instrument approprié. Cependant, le fonctionnement du marché à terme du gaz naturel au *New York Mercantile Exchange* (NYMEX) pourrait fournir un modèle possible pour la construction d'un instrument de règlement fiable et digne de confiance pour le café, en proposant une référence aux intervenants du marché du café pour les prix en fin de vie du contrat différentiel. Cela pourrait être, par exemple, un certain volume de café et l'écart FOB. Les contrats différentiels de gré à gré pourraient être échangés anonymement par des courtiers sur le marché de gré à gré et ultérieurement compensés à l'*Inter-Continental Exchange* (ICE) pour en fixer la responsabilité. Les torréfacteurs pourraient adopter le même processus. Il serait relativement facile de créer comme un contrat plus petit, disons de 50 sacs, calqué sur les contrats de l'ICE et du LIFFE, et de donner accès aux opérations de couverture aux petits et moyens acteurs. Pour les participants les plus modestes, l'accès à cet instrument se ferait par l'intermédiaire de coopératives et/ou d'associations. Il est toutefois vital d'éduquer ces intervenants afin qu'ils puissent avoir le choix dans le cadre d'un marché libre.

Edgar Cordero, Vice-président exécutif, Fédération colombienne du café

4. La Fédération nationale des producteurs de café de Colombie (FNC), organisation privée à but non lucratif créée par les producteurs de café colombiens afin d'améliorer leur niveau de vie, vise à promouvoir un secteur du café compétitif et durable. Les régions productrices de café sont considérées comme des communautés vulnérables : 89% des producteurs de café colombiens ont des exploitations inférieures à trois hectares. La FNC joue le rôle d'agent administratif du Fonds national du café, qui utilise les contributions des producteurs et le produit des ventes de café pour : garantir l'achat de café, assurer l'entreposage, le tri, le traitement et le conditionnement du café en grains, la commercialisation nationale et internationale du café en grains et du café lyophilisé, fournir des biens et services publics institutionnels, y compris l'assistance technique aux exploitants, l'application des contrôles de qualité, la commercialisation dans le monde entier, la promotion et la publicité, la recherche-développement. Elle investit également dans le développement et la compétitivité de l'industrie nationale du café. La garantie d'achat est assurée par l'intermédiaire d'un réseau de points d'achat par des coopératives qui veillent à ce que les producteurs trouvent des acheteurs pour leur café à un prix transparent et responsable socialement. Sur le marché international du café, la FNC utilise normalement le contrat C de New York comme référence pour le prix des Arabicas. Il s'agit de déterminer l'écart, qui représente le prix de substitution, exprimé en primes et

escomptes, d'un type de café par rapport à l'autre. Les écarts sont le résultat de l'évolution constante des marchés mondiaux d'arbitrage, et agissent comme un "mécanisme indépendant" au sein du marché. Les marchés mondiaux d'arbitrage peuvent subir des manipulations et toutes les forces endogènes et exogènes auxquelles n'importe quel marché est soumis. Il n'existe actuellement aucun moyen de couvrir l'écart. La FNC utilise des contrats à terme simples pour couvrir le risque, car c'est un moyen relativement simple de gérer les risques. Les options sur les contrats à terme sont de plus en plus populaires, mais les stratégies de couverture (comme l'utilisation de la formule Black-Scholes pour calculer la valeur des options d'achat) sont complexes et difficiles à comprendre pour les petits producteurs. Cela signifie qu'il y a moins d'opérateurs en couverture sur les marchés des options, et partant des liquidités plus réduites et des coûts plus élevés. Le Forum devrait examiner les moyens d'encourager les opérateurs en couverture à participer plus activement aux marchés à terme et options, soit individuellement soit par l'intermédiaire d'institutions comme la FNC, et les moyens de trouver des ressources financières pour faciliter une telle intensification de leur participation. Il devrait également discuter de la possibilité de créer un Fonds mondial du café, financé par une redevance mondiale sur le café, qui interviendrait sur les marchés pour fixer des prix planchers et plafonds.

David Browning, Directeur de TechnoServe

5. *TechnoServe*, organisation non gouvernementale créée pour aider les nouveaux entrepreneurs dans les régions pauvres du monde en développement, travaille avec les petits producteurs de café depuis un certain nombre d'années. L'expérience dans ce domaine a montré que la volatilité des prix du café est tirée par les fondamentaux du marché. Les stocks mondiaux sont bas et continuent à décliner. Le ratio stocks-utilisation des producteurs pour les campagnes depuis 1980-1981 suit un modèle similaire, même si le Brésil a enregistré des récoltes exceptionnelles ces dernières années. La raison en est que la demande est supérieure à l'offre : la consommation intérieure au Brésil augmente rapidement, de même que la demande en Chine. Il y a également un accroissement de la demande des autres produits agricoles en provenance des marchés émergents, alors que la superficie des terres cultivées n'augmente pas. L'offre des Arabicas doux est stable depuis 30 ans. Ce déséquilibre entre l'offre et la demande crée de la volatilité sur les marchés du café, qui est exacerbée par une intensification des échanges extérieurs à l'industrie du café. Le café est un investissement très attractif pour les spéculateurs. Le comportement des indices *Dow Jones Global Equity* montre que les investissements en actions ne sont plus aussi sûrs qu'auparavant. Des instruments de protection des agriculteurs existent déjà mais leur réussite est tributaire d'acheteurs et de vendeurs qui ne sont pas toujours présents. Étant donné que le prix mondial plancher du café est supérieur au coût de production, les options de vente peuvent servir d'assurance. Outre les options de vente, il existe la stratégie

"collar" qui peut être utilisée pour limiter l'ensemble des risques. Les contrats à prix fixe sont une autre option ; toutefois, ils sont sujets à défaut par le vendeur lorsque le prix du marché est supérieur au prix du contrat. En fait, c'est exactement ce qui se passe en ce moment sur le marché et qui décourage les offres d'instruments de garantie contre la volatilité des prix. Pour résoudre ce problème, la contrepartie au contrat doit avoir confiance dans l'autre partie pour respecter ses obligations. Un engagement initial sera nécessaire pour offrir un recours, comme l'arbitrage, qui fera naître la confiance nécessaire. L'éducation est nécessaire pour aider les producteurs et les autres intervenants côté production à comprendre les risques de volatilité et l'intérêt des opérations de couverture. Les cadres réglementaires doivent être examinés afin d'identifier les obstacles qui pourraient entraver l'offre des opérations de couverture aux petits et moyens producteurs. Les mesures à court terme comprennent notamment : l'amélioration de la qualité et la rapidité de l'information qui peut réduire la volatilité et une meilleure compréhension des techniques qui peuvent avoir le même effet que les opérations de couverture ou réduire leurs coûts (par exemple, la vente rapide d'une partie de la récolte pour couvrir les coûts de production et la vente plus tardive des options). L'OIC pourrait jouer un rôle dans le développement de la vision de l'objectif recherché et dans la diffusion d'informations sur des outils pragmatiques d'atténuation des risques de volatilité.

Christopher Gilbert, Département Économie, Université de Trente (Italie)

6. Les prix du café ont fortement augmenté au cours des dix dernières années et ont triplé depuis la période de la "crise du café". En termes réels, cependant, les prix ne sont pas exceptionnellement élevés par rapport à leurs niveaux plafonds de 1995 : les prix des Arabicas représentent environ 75% des sommets atteints en 1995 et ceux des Robustas environ 40%. La volatilité des prix au comptant est relativement stable depuis 1995 (autour de 30%), même si la volatilité des Brésil et autres Arabicas naturels est constamment plus élevée que celle des Autres doux et des Robustas. La hausse des prix des Arabicas s'est faite rapidement depuis 2010. Les problèmes des contrats sont davantage le résultat de l'augmentation des prix que de la volatilité. Ceux-ci ne sont pas dus aux contrats de café standards ("prix à fixer") mais à l'option de fixation des prix de l'exportateur, qui comporte un risque de performance sur la livraison à terme pour laquelle les prix sont déjà fixés. Les exportateurs voient essentiellement le contrat à prix fixe comme un prix d'options. Pour résoudre ces problèmes, il est suggéré d'adapter les contrats du café, en fixant des prix de règlement basés sur des moyennes mensuelles s'inspirant du système de péréquation des contrats à prix à fixer de l'industrie des métaux non-ferreux négociés au *London Metal Exchange* (LME). Les prix moyens sont beaucoup moins variables que les prix quotidiens et moins vulnérables aux manipulations. Le financement de marge est problématique lorsque les prix augmentent de façon significative car les banques hésitent à financer les

importateurs si elles suspectent un défaut de la part de l'exportateur potentiel. L'amélioration des contrats peut donc partiellement faciliter le financement de marge. Les besoins en financement de marge font pencher la balance de la compétitivité en faveur des grandes multinationales, au détriment des acteurs occupant un créneau. Les prix ont fortement baissé ces dernières semaines, en réponse aux préoccupations croissantes sur l'avenir de la zone euro et la perspective d'une seconde récession. Les prix du café sont susceptibles de chuter davantage au cours des semaines à venir. Dans ce nouveau contexte, les problèmes de défaut et de financement de marge sont moins urgents.

Discussions et questions

7. Les présentations ont été suivies par un échange de vues entre les membres du Groupe et de discussions avec tous les participants sur les questions soulevées, les délégués de plusieurs Membres de l'OIC contribuant à la conversation. Les questions soulevées par les Membres de l'OIC ont porté sur les défis supplémentaires en matière de gestion des risques que pose le changement climatique, la nécessité d'un financement supplémentaire dans le secteur du café, les difficultés des petits exploitants pour accéder à l'information sur les outils de gestion des risques et la nécessité de "traduire" aux caféiculteurs les sujets complexes liés à la gestion des risques et au financement, les associations de producteurs et leur rôle pour faciliter l'accès aux outils de gestion des risques, les programmes de garantie d'un prix minimum, les difficultés de la barrière linguistique et l'absence d'accès aux technologies, la mesure dans laquelle la spéculation ou les fondamentaux du marché sont les facteurs déterminants des prix et de la volatilité, et les programmes réussis d'information des producteurs sur les outils de gestion des risques. Chaque orateur a présenté des conclusions dans lesquelles il s'est concentré sur les priorités de discussions et d'études futures. Les principales questions soulevées sont résumées ci-dessous :

- **Stratégies d'augmentation des connaissances et de sensibilisation aux instruments axés sur le marché d'atténuation des risques et autres :**

Des stratégies sont nécessaires pour aider les petits et moyens exploitants à mieux comprendre les risques de la volatilité, l'intérêt des opérations de couverture et les autres outils de gestion des risques. Cela leur facilitera l'accès aux outils de gestion des risques existants. On pourrait également envisager de développer l'utilisation des nouvelles technologies, comme les outils ou appareils mobile de communication, pour fournir des informations sur les transactions des petits et moyens producteurs et faciliter les communications sur l'évolution du marché.

Il est nécessaire de renforcer les capacités en matière d'éducation financière du personnel du secteur public s'occupant de financement pour lui permettre de comprendre les risques et les possibilités d'atténuation desdits risques.

- **Mise en place de nouveaux instruments de gestion des risques et amélioration de l'utilisation des outils existants :**

Une plus grande attention devrait être portée aux contrats directs et à long terme entre les producteurs et les torréfacteurs/importateurs, notamment aux défis que représentent les défauts lorsque les prix du marché sont supérieurs ou inférieurs au prix du contrat. Une plus grande attention devrait également être portée aux instruments de type assurance (options de vente et "collars") et aux modalités qui permettraient d'accroître leur efficacité. Les pays doivent investir dans des institutions de promotion de l'utilisation des instruments de gestion des risques et l'État et d'autres entités pourraient jouer un rôle important dans l'accès aux instruments de couverture par les petits et moyens producteurs, dans le cadre de programmes gouvernementaux. Les initiatives prises par un certain nombre de pays producteurs pourraient être explorées : par exemple, les mini-contrats élaborés par la Fédération nationale des producteurs de café de Colombie (FNC) et le financement des contrats d'options pour les petits producteurs, mis en place par le Mexique.

Une possibilité à étudier est l'utilisation de moyennes sur plusieurs jours comme référence de prix, afin d'atténuer les effets de la volatilité.

- **Regroupement des producteurs en coopératives ou associations :**

Les coopératives de producteurs et les organisations de producteurs peuvent être un moyen de mutualisation des risques et d'amélioration de l'accès aux outils de gestion des risques et de leur compréhension par les exploitants. Ces institutions pourraient également gérer des crédits et accroître les fonds de garantie. Les organisations de producteurs, avec le soutien du gouvernement le cas échéant, pourraient coordonner ces activités au nom des exploitants, en gardant à l'esprit que le regroupement des producteurs réduit les coûts et facilite la diffusion de l'information. Des systèmes de commercialisation quasi-centralisés pourraient absorber l'impact des fluctuations du marché.

- **Autres défis :**

L'écart entre les marchés physique et à terme est un sujet de grande préoccupation pour les producteurs, qui nécessite un examen plus approfondi. Les outils qui pourront être mis en place ou utilisés pour gérer la volatilité des écarts de prix présentent un intérêt pour les acteurs du marché physique mais laissent indifférents les spéculateurs qui s'attachent au marché à terme. Les acteurs non-commerciaux et les spéculateurs sont de plus en plus présents sur le marché du café. Les produits de base en général sont considérés comme une nouvelle catégorie d'actifs et le café est

devenu un investissement attrayant, dont les mouvements de prix ne sont pas étroitement liés à ceux des actions et autres instruments financiers. Alors que la spéculation est nécessaire pour soutenir les intérêts commerciaux du marché du café, ces récents développements pourraient avoir des effets significatifs sur la volatilité future des prix du café.

Résumé du Président

8. Le Président a noté que le Forum consultatif était conçu comme un processus évolutif. Le Forum a permis d'identifier un certain nombre de questions et de problèmes nécessitant une étude plus poussée à la lumière des discussions des membres du Groupe et des participants. Les priorités de futures discussions et études sont :

- Les mesures à prendre pour répondre au besoin d'amélioration de l'accès aux outils de gestion des risques et de leur compréhension par les petits et moyens producteurs, et les institutions ou mécanismes qui devraient être mis en place ou améliorés pour développer les activités nécessaires.
- Une étude plus approfondie des mécanismes d'atténuation, particulièrement ceux qui bénéficient du soutien des associations de producteurs et de mesures gouvernementales. Les gouvernements du Mexique et du Brésil, qui ont pris des mesures d'atténuation de la volatilité des prix, se sont engagés à fournir des informations sur leurs expériences dans ce domaine. L'expérience des associations de producteurs des pays comme la Colombie et le Guatemala devrait également être pris en compte.
- L'identification des mécanismes ou des outils spécifiques qui mériteraient d'être analysés plus en profondeur et d'être examinés à des Forum consultatifs futurs, y compris les instruments qui pourraient aider les petits et moyens producteurs à se protéger contre les effets des menaces comme le changement climatique.

Remerciements

9. Le Président a remercié le Directeur exécutif par intérim d'avoir organisé le premier Forum et les orateurs invités pour leurs précieuses contributions à ce Forum. Le débat a marqué une étape importante dans le processus évolutif des consultations sur des sujets liés au financement et à la gestion des risques.

10. Le Directeur exécutif par intérim a exprimé des remerciements particuliers au Conseil des exportateurs de café du Brésil (CeCafé) qui a été l'un des parrains de ce premier Forum consultatif.